



MINISTRE DES FINANCES

**COFED**

CELLULE D'APPUI A L'ORDONNATEUR NATIONAL  
DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT



## APPEL A CANDIDATURES

Référence n° 001/COFED/PERS/DP3/RIP

### CONSEILLER JURIDIQUE

Dans le cadre de la coopération entre l'Union européenne et la République Démocratique du Congo, le Ministre des Finances, Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement lance le présent appel à candidatures pour le recrutement à un poste de Conseiller juridique au sein de la COFED.

#### 1. INFORMATIONS SUR LES POSITIONS

Titre du poste: Conseiller juridique  
Type de contrat : Contrat de Travail à durée déterminée avec possibilité de renouvellement  
Lieu d'affectation : Kinshasa – Siège de Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National  
Date de prise de fonction : **15 octobre 2009**  
Date limite de dépôt de candidatures : **18 septembre 2009** à 17 heures locales de Kinshasa.

#### 2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les informations complémentaires sur les termes de références détaillés relatifs au présent appel à candidatures peuvent être obtenues :

- ✓ Soit auprès du secrétariat du Coordonnateur de la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (COFED), Bâtiment de la direction générale des impôts, 2<sup>ième</sup> étage, Rue du Haut Congo, Commune de la Gombe Kinshasa, République démocratique du Congo ;
- ✓ Ou en téléchargement sur le site de la COFED : [www.cofed.cd](http://www.cofed.cd)

#### 3. QUALIFICATIONS REQUISES

Le conseiller juridique, de nationalité congolaise, devra être au minimum titulaire d'un diplôme universitaire (licence, maîtrise) ou équivalent dans le domaine du droit et pouvoir se prévaloir d'une expérience significative d'au moins cinq (5) ans dans une fonction similaire.

Il/Elle devra, en outre, répondre aux critères suivants :

- ✓ Formation universitaires Bac + 5 minimum dans le domaine du droit ;
- ✓ Justifier de toutes les autorisations de travail requises par la loi ;
- ✓ Expérience professionnelle pratique prouvée cumulée de cinq (5) ans dans une fonction similaire au sein d'un projet de développement, organisme international, ONG de développement ;
- ✓ Ne pas être employé de la fonction publique ;

- ✓ Le cas échéant, obtenir le détachement après recrutement ;
- ✓ Bonne connaissance des cadres de financement des projets mise en œuvre par les bailleurs de fonds internationaux, et plus spécifiquement ceux relatifs aux projets financés sur fonds FED ;
- ✓ Disposer d'une expérience dans le domaine de la gestion des marchés publics et du droit administratif est indispensable. Celle acquise au sein de programmes financés par les bailleurs de fonds internationaux et plus particulièrement le FED sera un atout ;
- ✓ Bonne connaissance des pratiques des logiciels de gestion de projets ;
- ✓ Excellente maîtrise des logiciels courants de traitement de texte, tableurs et outils de présentation ;
- ✓ Maîtrise de la langue française, bonne communication verbale et écrite ;
- ✓ Flexible, apte à travailler en équipe et sous pression ;
- ✓ Aptitude à gérer des équipes mixtes de travail ;
- ✓ Faire preuve de rigueur et justifier de bonnes qualités morales.

Les critères suivants constituent des atouts supplémentaires :

- ✓ Expérience pratique prouvée d'au moins deux (2) ans, dans une fonction similaire à celle décrite dans les présents termes de référence ;
- ✓ Connaissance de base de l'Anglais.

#### 4. COMPOSITION DE DOSSIERS ET RECEPTION DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés par le présent appel à candidatures et répondant au profil doivent faire parvenir au plus à la date et heure indiquée ci-dessus, un dossier complet comprenant :

- ✓ Une lettre de motivation avec date de disponibilité à préciser, coordonnées et adresses physiques et électronique, dans laquelle le candidat pourrait fournir toute information complémentaire qu'il juge pertinente et qui n'est pas fournie dans le CV) ;
- ✓ Un curriculum du candidat mis à jour;
- ✓ Les copies certifiées conformes des diplômes et autres documents démontrant les aptitudes et qualifications du candidat ;
- ✓ Au moins trois références (noms, prénoms, n° de téléphone/fax et e-mail) dont une au moins étant celle du dernier employeur du candidat. Le Comité d'évaluation des candidatures pourrait s'y référer pour d'autres informations sur les aptitudes et les qualités des candidats ;
- ✓ Les cas échéant, les copies des lettres de recommandation/références pourraient constituer une plus-value pour le dossier.

Les dossiers de candidature complets, portant la mention « ***Appel à candidature n° 001/COFED/PERS/DP3/RIP, Candidature pour le poste de Conseiller juridique*** » devront être envoyées/déposées contre récépissé sous pli fermé au plus tard le **18 septembre 2009** à 17 heures locales à l'adresse de la COFED ci-dessous :

Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (COFED)  
 Bâtiment de la direction générale des impôts, 2ème étage  
 Rue du Haut Congo, Commune de la Gombe  
 Kinshasa, République démocratique du Congo  
 Téléphone : +243 81 555 36 44                      Télécopieur : 243 81 555 36 49  
 Courrier électronique : [cofed@cofed.cd](mailto:cofed@cofed.cd)

Les dossiers de candidatures peuvent également être transmis par voie électronique à l'adresse [cofed@cofed.cd](mailto:cofed@cofed.cd).

Les candidats sont tenus de déposer des dossiers complets. Aucun dossier ne sera retourné aux candidats à la fin de la procédure de sélection.

## 5. EVALUATION ET ATTRIBUTION DES POSTES.

Le circuit de sélection prévoit :

- ✓ Une phase d'examen du contenu du dossier de candidature. Au cours de cette phase, tout élément manquant sera **critère** d'exclusion ;
- ✓ Une phase d'examen des dossiers soumis par rapport aux exigences du poste tant au niveau de la formation qu'au niveau de l'expérience professionnelle. Cette phase détermine une short-list des candidats éligibles au test écrit. A ce stade, toute candidature ne répondant pas au profil sera écartée.
- ✓ Une phase de test écrit, à laquelle ne participeront que les candidats figurant à la liste de présélection et dûment convoqués ;
- ✓ Une phase d'entretien à laquelle ne participeront que les candidats ayant satisfait à un minimum de 70 % à l'issue des tests écrits. Ceux-ci seront convoqués individuellement. Cette phase d'entretien sera complétée par une épreuve pratique. Au cours de la phase de l'entretien, une information complémentaire sur les aptitudes et les autres qualités des candidats pourra être mise en œuvre. En effet, l'Ordonnateur National se réserve le droit de saisir toute administration et/ou structure mentionnée dans le CV si cette structure n'est pas citée comme références ;
- ✓ Une phase terminale consacrée au choix du candidat final. Cette phase sera déterminée uniquement sur base des candidats ayant satisfait aux résultats des entretiens et des épreuves pratiques.

**Alexis THAMBWE MWAMBA**  
**Coordonnateur National COFED**